

# Géographie

## CHAPITRE 4 p. 118 – La France : dynamiques

### démographiques, inégalités socio-économiques

Les territoires français de l'Hexagone et des outre-mer se caractérisent par des dynamiques démographiques très diverses. Le pays doit notamment relever le défi du vieillissement de sa population. Sur le plan socio-économique, la France poursuit sa croissance et son développement, mais des évolutions différenciées conduisent à l'accroissement des inégalités territoriales.

## **Étude de cas p. 120 : La Réunion : dynamiques démographiques et inégalités socio-économiques**

### **Doc 2 p. 120 : Démographie et enjeux socio-économiques**

Entre le XX<sup>e</sup> et le XXI<sup>e</sup> siècle, l'histoire de La Réunion s'accélère en l'espace de quatre décennies. [...] La société de consommation s'implante. En deux générations, les modes de vie sont transformés, avec la multiplication des grandes surfaces et des vastes zones commerciales. Derrière cette façade-vitrine, la réalité des inégalités sociales demeure néanmoins, de même que le chômage [...]. Le nombre de personnes et de familles vivant sous le seuil de pauvreté est également toujours dramatiquement élevé [...]. Dans le domaine de l'éducation, de la culture, du numérique, la région et le département financent d'importants programmes. Une université s'est développée avec plusieurs campus : elle fête en 2022 ses 40 ans. [...] Sur cette courte durée de 40 ans, de spectaculaires chantiers ont modifié les paysages et le quotidien des habitants ([transfert] des eaux, route des Tamarins, Nouvelle Route du littoral).

**Yvan Combeau, Histoire de La Réunion, « Que sais-je ? », PUF, 2022.**

## Bilan p. 123

### Changer d'échelle p. 123 : Population et peuplement dans les outre-mer français

Les outre-mer connaissent des dynamiques démographiques distinctes. Des écarts considérables les affectent. Vieillesse et dépeuplement touchent notamment la Martinique et la Guadeloupe. À l'inverse, la Guyane et Mayotte conjuguent fécondité et immigration élevées. Les enjeux démographiques ultramarins, qui ne sont jamais comparables à ceux de la France métropolitaine, composent un ensemble très contrasté, appelant des politiques différenciées. [...] La Guyane et Mayotte éprouvent de fortes difficultés à augmenter l'offre de services publics et les infrastructures aussi rapidement que la population et à assurer la sécurité dans des territoires où le poids des étrangers – en situation régulière ou non – est considérable. La Guadeloupe et la Martinique ou Saint-Pierre-et-Miquelon, bien que ne parvenant pas à offrir suffisamment d'emplois à leur population active, s'inquiètent d'une dévitalisation. En réalité, aucune politique publique s'alignant sur les réglementations métropolitaines, ce qui est pourtant de droit dans les cinq départements d'outre-mer, n'est de nature à apporter les bonnes réponses aux enjeux démographiques. Des politiques publiques différenciées sont donc nécessaires compte tenu des diversités considérables de peuplement et de dynamiques démographiques.

**Gérard-François Dumont, spécialiste en démographie et géographie de la population, « Des enjeux démographiques distincts », Constructif, n° 65,**

**2023/2.**

## Cours p. 124 : La France : dynamiques démographiques, inégalités socio-économiques

### 1. Des dynamiques démographiques contrastées

- **La France fait face au ralentissement de sa croissance démographique.**

Peuplée de 68 millions d'habitants (2022), elle occupe le 2<sup>e</sup> rang dans l'UE et le 21<sup>e</sup> à l'échelle mondiale. Après avoir longtemps présenté l'originalité d'une natalité élevée à l'échelle européenne, la France connaît en 2023 une fécondité de 1,7, en baisse depuis 2015, notamment en raison de la diminution du nombre de femmes en âge de procréer.

- **La France doit faire face au défi du vieillissement de sa population.** Le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans est passé de 8 millions en 1980 à près de 14,5 millions aujourd'hui, soit plus de 21 % de la population. C'est la conséquence de l'allongement de l'espérance de vie et de la baisse de la natalité. À l'avenir, la capacité à faire face à la pénurie de main-d'œuvre dans certains domaines d'activités dépendra notamment des apports liés à l'immigration.

- **Les dynamiques démographiques varient entre les territoires.** La Guyane, qui cumule excédents naturel et migratoire, connaît la plus forte croissance démographique. Les métropoles (Montpellier, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Lyon, Rennes) bénéficient d'une forte attractivité, ce qui favorise la **périurbanisation** bien que son rythme ralentisse. Le déclin démographique concerne les territoires les plus ruraux, des Ardennes au Lot. Certaines villes connaissent aussi une croissance négative du fait de difficultés économiques (Boulogne-sur-Mer, Charleville-Mézières) ou du coût de l'immobilier (Paris intra-muros). Suite à la crise du Covid-19, les

mobilités ont augmenté des métropoles vers certaines villes moyennes et petites (Bayonne, Vannes, Chambéry).

## 2. Un territoire entre croissance et inégalités

- **L'accroissement de sa richesse permet à la France d'être la 7<sup>e</sup> puissance mondiale.** Le territoire français présente une forte intégration aux marchés européens et mondiaux, mais doit faire face aux défis de sa transition économique. La tertiarisation résulte de la désindustrialisation et entraîne des recompositions spatiales liées à la spécialisation économique des territoires.
- **Certains territoires bénéficient de cette transition économique.** Les plus hauts revenus se concentrent dans les métropoles (Ouest parisien, Lyon, Toulouse), où les emplois du tertiaire supérieur et de l'innovation garantissent des salaires élevés. Certains littoraux profitent de l'installation de retraités aisés (Côte d'Azur, littoral atlantique), tandis que les territoires proches de la Suisse et du Luxembourg bénéficient des retombées du travail frontalier.
- **Les évolutions différenciées des dynamiques socio-économiques conduisent au creusement des inégalités.** Malgré sa croissance économique, la France fait face à l'augmentation de la pauvreté, notamment dans les banlieues des grandes villes (Seine-Saint-Denis), mais aussi certains quartiers centraux (Marseille). La pauvreté concerne aussi bien les territoires affectés par le chômage (Hauts-de-France, Ardennes, Languedoc, outre-mer) que des régions rurales aux emplois peu qualifiés et mal rémunérés (Limousin, Corse).

### 3. Les évolutions du rôle des acteurs publics

- **Des actions nationales et européennes visent à réduire les inégalités.** L'État verse des aides sociales et l'UE soutient les territoires en difficultés (montagnes, régions ultrapériphériques de l'outre-mer). La loi NOTRe (Nouvelle Organisation du territoire de la République, 2015) renforce le pouvoir des régions en matière d'aménagement du territoire et de développement durable. La loi MAPTAM (loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, 2014) donne plus d'autonomie aux métropoles afin qu'elles œuvrent elles-mêmes au renforcement de leur attractivité.
- **Néanmoins, cette décentralisation accentue les écarts entre centres et périphéries.** En favorisant la compétition entre les territoires, elle renforce les villes les mieux insérées dans la mondialisation (Lyon, Lille). Au lieu d'impulser un rééquilibrage du territoire national, elle accentue les hiérarchies spatiales entre régions gagnantes (Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes) et régions perdantes (Corse, outre-mer).
- **Ce creusement des inégalités accentue la contestation sociale.** Celle-ci se traduit par la progression de l'abstention et du vote contestataire, notamment dans les régions les plus affectées par la crise (Hauts-de-France, Grand Est, Languedoc). Elle s'exprime aussi dans la multiplication des tensions sociales : mouvement des « gilets jaunes » (fin 2018), grève générale et émeutes en Guyane (2017) et à Mayotte (2018), révolte urbaine en juin 2023, manifestations contre la fermeture des services publics en zone rurale, mouvement des agriculteurs début 2024.

## **S'entraîner p. 128 : Quelles recompositions démographiques et socio-économiques dans la France post-Covid ?**

### **Doc 1 p. 128 : La crise sanitaire et les villes moyennes**

La « revanche des villes moyennes » suscite depuis la pandémie de Covid-19 de multiples débats : ces « villes à taille humaine » seraient le gage d'une qualité de vie retrouvée et bénéficieraient d'un regain d'attractivité, alimenté par les départs des grandes villes et les possibilités accrues de travailler à distance. [...] Le travail mené sur 202 villes moyennes françaises souligne qu'elles étaient, pendant la dernière décennie, des territoires plutôt dynamiques sur les plans de la démographie, de l'emploi et des prix de l'immobilier, mais toutefois moins que les métropoles. En effet, une large part a connu des trajectoires plus favorables que la trajectoire nationale (85 des villes étudiées telles Bayonne, Chambéry, Vannes ou Sète). Seules 16 % d'entre elles, comme Châteauroux, Épinal ou Sedan, ont connu des trajectoires « en retrait » sur la dernière décennie. Néanmoins, leurs pôles urbains sont nettement moins dynamiques que leurs couronnes, ce qui les distingue des métropoles. Ainsi, 45 % des villes moyennes comme Aurillac, Évreux ou Rochefort ont connu une baisse de population dans leur pôle alors que leur couronne était en croissance. [...] Il est difficile de conclure, à ce stade, à un effet positif général de la pandémie sur ces villes moyennes, même s'il est notable que la dynamique d'emploi ces deux dernières années y est légèrement plus favorable que dans les métropoles.

**France Stratégie, « La revanche des villes moyennes, vraiment ? », La Note d'analyse n° 106, janvier 2022.**

## **Doc 4 p. 129 : Les inégalités socio-économiques post-Covid**

La pauvreté augmente en France depuis le Covid et les inégalités s'accroissent. [...] Globalement, les Français sont sortis de la pandémie plus pauvres qu'ils n'y sont entrés. Mais dans le détail, ce sont surtout les niveaux de vie des plus pauvres qui ont baissé, alors que ceux des plus aisés se sont améliorés. En 2021, la part de Français pauvres a augmenté de 0,9 %, pour s'établir à 14,5 % de la population. Plus de neuf millions de personnes vivaient donc sous le seuil de pauvreté monétaire, établi à 60 % du revenu médian, soit 1 158 euros par mois pour une personne seule [...]. À l'inverse, si la pauvreté a augmenté, les revenus des plus aisés ont, eux, profité de la reprise de l'activité après l'arrêt imposé par le Covid. Peu touchés par l'arrêt des aides de l'État, les niveaux de vie des Français les plus aisés ont ainsi augmenté en 2021, creusant encore l'écart avec les populations les plus pauvres. À titre d'exemple, portés par l'augmentation des salaires et des revenus du patrimoine, les 5 % de la population les plus aisés ont vu leur niveau de vie grimper de 4,5 % entre 2020 et 2021, tandis que les 20 % de Français les plus pauvres ont perdu 2 % de pouvoir d'achat.

**Lou Roméo, lepoint.fr, 14 novembre 2023.**

## **Débat p. 130 : L'habitat pavillonnaire, un modèle durable ?**

### **Doc 3 p. 130 : Un mode de vie évolutif**

Depuis les confinements, le pavillon est devenu un « habitat total », [...] tant cette forme d'habitat offre des prises pour la réalisation de projets de vie. Le pavillon a une grande plasticité : le garage peut devenir une salle de sport ou de musique, on peut décider de construire une véranda, d'aménager les combles. [...] Ici, on installe un coin télétravail, là, on met un fauteuil pour lire, et à côté, un espace pour jouer avec ses enfants. Et il y a bien sûr le jardin où l'on peut cultiver ses légumes, se dépenser, flâner, enseigner le jardinage à ses enfants. [...] Il faut aussi réfléchir à la cohérence des aménagements. Quand on regarde les lotissements depuis le ciel, on voit parfois des alignements de petites piscines, là où une grande piscine collective serait moins consommatrice d'eau. Il faudrait réussir à expérimenter des « communs » dans le monde pavillonnaire. C'est difficile vu la passion de la propriété qui y règne, et le plaisir d'avoir un espace à soi... Réfléchir à ces choses partagées, c'est aussi envisager un modèle à la fois plus vertueux et plus convivial.

**Thibaut Sardier, entretien avec Hervé Marchal, sociologue, « Face aux enjeux écologiques, on ne va pas détruire 20 millions de pavillons », Libération, 14 avril 2023.**

## **Doc 4 p. 131 : L'étalement des quartiers pavillonnaires**

Si vivre dans un quartier pavillonnaire constitue pour beaucoup de ménages un objectif de vie (87 % des Français plébisciteraient ce type de logement), cela s'accompagne d'un certain nombre de contraintes non négligeables. En premier lieu figure évidemment la dépendance à la voiture. Le rêve pavillonnaire étant loin de tout, le quotidien est ponctué de dizaines de kilomètres parcourus (et de temps perdu) pour se rendre à son travail, conduire les enfants à l'école ou aux activités sportives, se rendre chez le médecin, faire ses courses ou simplement rendre visite à de la famille. La multiplication des quartiers pavillonnaires n'est pas sans conséquences pour nos territoires, les milieux naturels. Cet étalement transforme de façon irréversible des surfaces naturelles, agricoles ou forestières en zones artificielles composées de béton, de macadam ou de pelouses.

**Renaud Duterme, « Quartiers pavillonnaires, un modèle qui se fissure ? »,  
Géographies en mouvement (blog), 23 octobre 2022.**

## Synthèse p. 132 : Territoires, populations et développement : quels défis ?

### 1. Des transitions démographiques différenciées

- **La Terre est de plus en plus peuplée.** Elle compte plus de 8 milliards d'habitants en 2023. La très forte croissance depuis un siècle s'explique par la transition démographique. La France, comme les autres pays développés, l'a achevée il y a plusieurs décennies. Les territoires en développement, dont les pays africains, alimentent aujourd'hui l'essentiel de la croissance démographique mondiale.

- **Les trajectoires démographiques demeurent variées.** De nombreux pays d'Afrique et d'Asie ont des fécondités élevées. De plus en plus de pays sont confrontés au vieillissement de leur population (Japon, Allemagne, Russie...). L'Inde est devenue la première puissance démographique mondiale en 2023.

### 2. Des inégalités de développement

- **Le développement des sociétés est inégal.** La transition démographique s'est accompagnée d'une transition économique et d'une redistribution inégale des richesses. La transition urbaine entre monde rural et espaces urbains témoigne d'un développement économique inégal. Le développement se réalise à des rythmes différents selon les régions et les pays du monde. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud-Est demeurent en retard de développement.

- **Les trajectoires économiques sont diverses.** Elles se manifestent, dans les pays développés comme la France, par une tertiarisation de l'économie. Les

recompositions territoriales s'effectuent en faveur des métropoles et les inégalités s'accroissent entre les territoires, à toutes les échelles.

### **3. De nombreux défis sociaux et économiques**

- **L'augmentation de la population et son vieillissement constituent les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.** Si la croissance démographique menace les ressources disponibles, le vieillissement interroge le maintien des modèles sociaux de toutes les sociétés. En France métropolitaine, 22 % de la population a plus de 65 ans, ce qui pose la question du financement des retraites.

- **Le développement touche inégalement les territoires.** Il redéfinit le rôle des acteurs publics et privés dans des sociétés mondialisées, accentuant les écarts entre espaces dynamiques et espaces en marge.

## S'évaluer p. 140

### Doc 1 p. 140 : Une population vieillissante

Le vieillissement de la population française se mesure en chiffres simples : dans les dix prochaines années, le nombre des Français, au féminin et au masculin, âgés de 75 à 84 ans, va augmenter de 50 % entre 2020 et 2030, passant de 4,1 millions à 6,1 millions. [...] Cette évolution est le résultat de plusieurs tendances. Tout d'abord, la fécondité est en baisse en France, à 1,83 enfants par femme en 2021, et s'installe durablement sous le seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme). [...] L'allongement de l'espérance de vie, fruit de meilleures conditions de vie, contribue aussi à ce phénomène. Jusqu'en 1960 s'est opérée une baisse de la mortalité sur les premiers âges de la vie ; les progrès de la médecine ont ensuite surtout bénéficié aux plus âgés. [...] Ce phénomène de vieillissement est un défi important pour de nombreux services dus à la population, que ces services soient publics, privés ou associatifs : système de santé, services sociaux et médico-sociaux, dispositifs publics ou associatifs de solidarités et de lutte contre l'isolement, secteur du logement [...]. Cette évolution aura un impact significatif sur [les] finances publiques.

**« Vieillissement de la société française : réalité et conséquences », Haut-**

**Commissariat au Plan, 9 février 2023**

## **S'évaluer p. 141**

### **Doc 1 p. 141 : La pauvreté infantile en Afrique**

Nourriture insuffisante, installations sanitaires inexistantes, absence d'un toit sur la tête, défaut d'accès aux soins de santé et à l'éducation, indispensables pour survivre et s'épanouir... telle est la réalité de cette extrême pauvreté, qui toucherait particulièrement les enfants vivant en milieu rural, dans des régions fragilisées par les conflits et les catastrophes climatiques.

L'Afrique subsaharienne est la région la plus durement touchée par cette extrême pauvreté infantile [...].

Catherine Russell, directrice de l'Unicef, ne voit qu'une issue : « Il faut redoubler d'efforts pour que tous les enfants aient accès aux services essentiels, notamment à l'éducation, à la nutrition, aux soins de santé et à la protection sociale, tout en s'attaquant aux causes profondes de l'extrême pauvreté. »

**Hayet Kechit, « Un enfant sur six vit dans "l'extrême pauvreté" », L'Humanité,**

**13 septembre 2023.**